



La crise ukrainienne révèle l'impuissance de l'UE et son alignement absurde sur la vision américaine de l'Europe.

Par [Colonel Alain Corvez](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2014

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

L'appréciation des événements d'Ukraine par les occidentaux et leurs médias montre à l'évidence une inversion des valeurs du droit international qui atteint une dimension proche de l'absurde. Et l'ensemble des moyens de communication accompagne unilatéralement cette dangereuse perversion, seuls quelques rares organes semblant prendre un peu de recul face à une unique et paradoxale présentation de la vérité.

La terminologie «Occident», désigne les Etats-Unis d'Amérique, grande puissance souveraine, fière et sûre de représenter les valeurs universelles de la liberté dont la statue illumine le monde à l'entrée de New York, première force militaire du moment, qui définit ses intérêts planétaires et les défend avec âpreté, et ses alliés européens qu'elle a poussés à s'unir dans une organisation technocratique afin que cette Europe de l'Ouest ne constitue qu'un glacieux apolitique protecteur, uniquement préoccupé d'organiser le commerce libre et sans frontières ouvert aux capitaux prédateurs de la finance internationale, initialement contre le monde soviétique et désormais contre la Russie dont elle ne cesse de saper les appuis pour l'empêcher de redevenir une grande puissance et qui est déjà sa rivale. Cette Union Européenne qui n'en finit pas de mourir d'impuissance politique, simultanément à des échecs économiques dramatiques, est désormais rejetée par la majorité des habitants du continent qui ont fini par voir en elle la source de leurs malheurs, d'autant plus que la bureaucratie bruxelloise s'arroge aussi la mission de réglementer le mode de vie journalier des individus ainsi que leurs valeurs morales et spirituelles. Les nations qui la composent transmettent chaque jour davantage leurs droits régaliens à une technocratie bruxelloise qui, à peine consciente de sa vacuité, ne voit d'issue à ses échecs patents que dans une intégration encore plus forte. Il va sans dire que face à cette impuissance ressentie, les dirigeants européens ne voient pas d'avenir à leur survie nationale et délèguent leur défense au parrain d'outre-Atlantique en intégrant l'organisation militaire de l'OTAN, liant ipso facto leurs destins au succès de la grande Amérique.

Russophobie

L'Union Soviétique s'étant effondrée au début des années 90, on aurait pu croire qu'une grande Europe des nations allait pouvoir se construire sur des bases sérieuses mais il fut rapidement clair que l'UE n'avait pas de politique cohérente à cet égard et qu'après l'intermède Eltsine qui ouvrait la Russie aux prédateurs occidentaux, Poutine affirmait la volonté de la Russie de se reconstruire en une puissance politique et militaire, enracinant cette action dans les traditions ancestrales de la Russie des tsars, luttant contre les oligarques qui avaient commencé à s'emparer des richesses nationales avec l'appui de

l'étranger, et surtout encourageant les valeurs patriotiques, religieuses, spirituelles et morales propres à l'âme russe.

C'est dire que le modèle construit par le nouveau tsar avec l'appui d'une forte majorité de la population, représente l'opposé de celui prôné par l'Union Européenne et les nations qui la composent, qui passent leur temps à vouloir ignorer leur histoire ou à s'en accuser, à réfuter leurs racines religieuses, culturelles et spirituelles et plaident en permanence pour l'abolition des barrières morales au nom du libéralisme total, allant même jusqu'à nier de façon aberrante les différences entre les sexes. Il est donc indispensable pour les tenants de cette Europe démoniaque de dénigrer systématiquement tout ce qui est russe, d'autant plus qu'ils participent ainsi au combat que mène leur parrain américain pour affaiblir la Russie.

Sans aucune logique stratégique, l'UE s'est élargie depuis l'effondrement de l'URSS aux pays de l'Europe de l'est, cet élargissement allant de pair avec leur intégration dans l'OTAN qui, d'une défense contre l'Union Soviétique qui n'existe plus est devenue une alliance contre la Russie, même si les Etats-Unis prétendent le contraire, allant même jusqu'à proposer à Moscou un partenariat en son sein. Mais la défense antimissile balistique (DAMB) est, malgré les arguties de langage, un système sous l'égide des Etats-Unis dirigé contre la Russie et non contre l'Iran.

Déni du droit international.

Pour ne pas alourdir ce propos, je ne retracerai pas l'histoire de l'Ukraine dont les frontières ont évolué au cours des siècles, passant tour à tour sous domination baltique, autrichienne, polonaise, ottomane et russe. Mais l'influence russe est incontestablement la plus ancienne, la plus pérenne et aussi la plus récente. On sait que Kiev fut le berceau et la capitale de la Russie. On sait aussi qu'après avoir été le fleuron et la côte d'azur de l'empire russe, elle n'est indépendante que depuis 1991, avec l'éclatement de l'éphémère CEI, Communauté des Etats Indépendants.

Dès cette indépendance, l'UE et les EUA parlent de l'intégrer un jour dans l'UE simultanément à l'OTAN, c'est-à-dire de l'enlever à la sphère d'influence de son voisin russe. La « révolution orange » de 2004 visait déjà à renverser son gouvernement prorusse pour installer des dirigeants tournés vers l'UE. On sait maintenant de façon précise le nombre de milliards de dollars que les organismes américains ont dépensés en Ukraine pour organiser les mouvements d'opposition. Après les échecs de cette politique, malgré tous leurs efforts, la volonté d'y parvenir n'a fait qu'attendre le moment propice pour y parvenir. Il s'est présenté avec la politique d'un président corrompu s'appuyant sur des oligarques liés aux intérêts occidentaux qui s'était proposé fin 2013 de signer avec l'UE un accord d'association, en rejetant la proposition russe d'une union douanière au sein d'un ensemble eurasiatique. Mais l'UE se montrait alors incapable de faire face à ce souhait, n'ayant pas les moyens financiers pour y répondre. Face à une situation financière désastreuse, Yanoukovic renonçait alors en novembre 2013 à l'UE et acceptait les propositions avantageuses de la Russie.

Décus par ce revirement, les Ukrainiens attirés par l'UE, principalement dans la partie occidentale du pays, dont ils pensaient adopter du jour au lendemain l'opulence économique, ont manifesté leur mécontentement sur la place Maïdan à Kiev, aussitôt soutenus dans leur révolte pacifique par des groupes préparés de longue date au combat de rues. Sous les pressions de l'UE, Yanoukovic avait désarmé ses policiers pour éviter les morts mais on sait maintenant, notamment par l'enregistrement d'une conversation entre

Lady Ashton et le Ministre des AE d'Estonie, que ce sont des tireurs de ces groupes qui ont tué des membres des forces de l'ordre et des manifestants pour enclencher le mécanisme insurrectionnel violent.

L'UE n'a pas même pu jouer un rôle de médiateur. Aussi Victoria Nuland, la Sous-secrétaire d'Etat américaine, consciente de cette impotence ordonna-t-elle à son ambassadeur à Kiev de mettre le paquet pour soutenir les opposants et, devant les réticences au téléphone de son interlocuteur vis-à-vis des européens occupés à négocier, de dire vertement « que l'UE aille se faire foutre » (Fuck with EU). Ce sont cependant trois ministres des AE européens, le français, le polonais et l'allemand qui parvinrent le 21 février dernier à conclure un accord entre le gouvernement et l'opposition qui entérinait des concessions importantes du Président et prévoyait des élections en mai prochain, proposant ainsi une sortie de crise. Tout le monde se félicitait de cet accord qui avait l'appui de tous les intéressés et de la communauté internationale. Sauf des Etats-Unis qui, à en croire l'enregistrement de la conversation de Victoria Nuland voulaient aller à l'épreuve de force.

Alors le lendemain, ceux mêmes qui avaient signé le document donnaient l'ordre à leurs milices, dont certaines sont connues pour leurs passés fasciste ou nazi, de s'emparer des bâtiments administratifs. Lâché par ses forces de l'ordre qu'il avait trahies, de même que par les oligarques du Parti des Régions, le Président devait fuir pour sauver sa vie. Les révoltés s'emparaient alors des postes du pouvoir et affichaient leur haine de la Russie, interdisant le lendemain de leur putsch la langue russe dans toute l'Ukraine, langue pourtant parlée par plus de la moitié des Ukrainiens.

Bien qu'incapables de faire face à la crise financière de l'Ukraine en cessation de paiement, l'UE et les Etats-Unis s'empressaient, contrevenant aux règles élémentaires du droit international et surtout aux termes de l'accord qu'ils avaient signé ou aider à réaliser le 21 février, de reconnaître les putschistes comme les nouveaux dirigeants légitimes de l'Ukraine.

Dans ces conditions, Poutine a beau jeu de dire que, même s'il ne lui porte pas grande estime, Yanoukovic est le président légitime et que les fascistes de Kiev font courir un risque énorme aux Russes de la partie est du pays et notamment de la Crimée où il s'est empressé de prendre facilement les mesures de sauvegarde que lui demandaient les habitants, les protégeant et protégeant la base navale de Sébastopol.

Il est clair qu'il ne reviendra pas en arrière et qu'il menace d'aller plus loin en Ukraine de l'est où l'attendent ses partisans.

L'UE n'a pas les moyens de répondre militairement, ni économiquement, d'autant plus qu'on devine déjà des approches différentes des Britanniques et des Allemands dont les liens économiques avec la Russie et l'Ukraine sont importants. Donner 35 milliards d'euros par an à l'Ukraine pendant une durée indéterminée n'est pas à la mesure d'une UE exsangue et l'Allemagne ne s'engagerait jamais dans un tel processus. Quant aux Etats-Unis qui se replient militairement des endroits où ils se sont inconsidérément enlisés, ils n'ont pas l'intention d'envoyer leurs soldats pour affirmer une politique qu'ils savent d'avance vouée à l'échec.

Il reste donc aux Etats-Unis et à l'UE à prendre un peu de recul, à comprendre les intérêts stratégiques de la Russie et à les accepter.

Cette crise aura montré à nouveau tragiquement comment le droit international est défini par le plus fort jusqu'à l'absurde, comme notre Jean de La Fontaine l'a si bien illustré dans sa fable du loup et l'agneau. Les putschistes reçus dans les palais nationaux européens parce qu'ils sont contre la Russie et pour l'UE- il faudrait d'ailleurs voir ce qu'il adviendrait si par malheur les fascistes ou les incapables devaient continuer leur aventure au pouvoir- sont une illustration des aberrations de la diplomatie quand les équilibres sont rompus et que seule la loi du plus fort préside au destin du monde. Je laisse le soin aux observateurs attentifs de relever des analogies avec d'autres « révolutions » en Libye, en Syrie... et ailleurs.

L'Europe de l'Atlantique à l'Oural.

Oubli de l'Histoire ou inculture des dirigeants européens, tout devrait pourtant les pousser à construire avec la Russie « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » préconisée par de Gaulle dans une formule par laquelle il ne limitait évidemment pas territorialement la Russie à sa dimension européenne. Mais organiser le continent européen en une force politique et, par conséquent économique et stratégique, implique de construire entre les nations européennes enracinées dans leurs histoires particulières, des coopérations et des accords qui, au lieu de détruire leurs racines spécifiques pour constituer un magma informe et impuissant, les mettent en commun pour réaliser enfin une puissance qui ne pourra exister que si chacune garde ses richesses propres et les ajoute à celles des autres. La France, l'Allemagne, l'Italie, l'ancien Benelux qui ont commencé cette construction, et toutes les autres qui s'y sont agrégées ensuite ont leurs originalités essentielles, à commencer par leurs langues porteuses de leurs cultures, qui enrichiront le patrimoine commun quand elles auront défini ensemble leurs buts et intérêts partagés qui sont, à l'évidence nombreux.

« Il n'est de richesse que d'hommes » écrivait au XVIème siècle le juriste Jean Bodin. C'est à partir de cette conception que de Gaulle jugeait le monde et annonçait que « la Russie boirait le communisme comme le buvard boit l'encre », car il savait que l'homme s'organise en familles, en clans et en nations enracinées dans la terre et dans l'Histoire. L'établissement de relations diplomatiques avec la Chine en 1964, à la surprise générale et au scandale des Etats-Unis qui ne comprirent que plus tard la pertinence de cette décision, résultait de sa culture générale qui lui faisait reconnaître ce « grand peuple, le plus nombreux de la terre » et « cet Etat plus ancien que l'Histoire », quel que soit le régime qui le dirigeait.

L'Ukraine est un pays européen lié par l'Histoire à la Russie. Ceux qui ne veulent pas reconnaître cette vérité n'aident pas à construire une Europe européenne mais poursuivent une guerre froide contre Moscou qui pourrait se réchauffer dangereusement. Continuer à se réfugier derrière le parrain américain au sein même de l'Europe est un danger face auquel des états de l'UE pourraient finir par trouver que ce n'est plus leur intérêt. Tout pousse l'Allemagne à s'entendre avec la Russie car les deux économies sont très imbriquées, notamment, mais pas seulement, dans le domaine énergétique, et Berlin pourrait prochainement privilégier ses intérêts à la solidarité européenne. La France, qui a un passé riche d'amitié avec la Russie devrait y réfléchir aussi.

Le problème de l'Union Européenne est que même quand elle est à l'évidence inutile ou inefficace, elle continue d'exister car personne n'ose dénoncer le tabou de cette idéologie utopique, productrice seulement d'un libéralisme destructeur des économies nationales. Mais reconnaître un pouvoir insurrectionnel comme légitime et porteur d'espoir pour l'Ukraine, surtout quand on sait son origine extrémiste, est une preuve de plus de son

inconsistance et, finalement, de sa nuisance intrinsèque au destin des Européens. Et qu'elle n'est finalement que le jouet des Etats-Unis qui, après avoir empêché avec succès l'émergence d'une Europe politique forte sur le continent qui n'aurait pu être logiquement qu'une rivale, ou à la rigueur une partenaire indépendante, poursuivent leur objectif d'affaiblir la Russie dont ils redoutent la montée en puissance.

Alain Corvez

Conseiller en stratégie internationale

8 mars 2014

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Colonel Alain Corvez](#), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [Colonel Alain Corvez](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca